



La Croix

JOSEPH BEGIN, directeur

Montréal, Case postale 1329

RELIGION, QUESTIONS SOCIALES, ECONOMIE POLITIQUE, SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, AGRICULTURE, ENSEIGNEMENT,

Abonnement

Payable d'avance

CANADA

1 an, \$2.60; 6 mois \$1.00

MONTREAL et BANLIEUE

(par la poste)

1 an \$2.50; 6 mois 1.25

ETATS-UNIS

ETRANGER (Union postale)

1 an, 2.25; 6 mois 1.25

Un numéro, 5 sous

Donnez un marché à nos cultivateurs

Le Canada ne prospérera que le jour où nos cultivateurs auront pu faire ouvrir à leurs produits le vaste marché des Etats-Unis. Malheureusement, les divers gouvernements qui se sont succédé à Ottawa n'ont fait aucun effort sérieux pour le leur donner. Ils ont même joué de belles comédies autour de cette question.

Cette attitude anti-canadienne, anti-patriotique leur est inspirée par les protectionnistes du Canada et aussi par l'Angleterre qui voudrait nous garder toujours sous sa tutelle commerciale, afin de favoriser ses négociants qui obtiennent ainsi, au Canada, une foule de produits à bon marché.

Mais, l'Angleterre, en retour, ne nous offre pas d'avantages. Son éloignement rend les frais de transport très onéreux et les transactions difficiles à conclure. En outre, elle est d'une exigence qui aurait dû depuis longtemps décourager nos exportateurs.

Et il en sera toujours ainsi, parce que les Anglais croient que le Canada, parce qu'il est une colonie, doit leur accorder une préférence commerciale.

C'est chez eux une prétention innée dont ils se prévaudront tant que nous n'aurons pas su secouer leur joug financier.

L'embargo qu'ils maintiennent sur notre bétail devrait faire ouvrir les yeux aux aveugles.

Cependant, le ministre de l'agriculture de Québec cherche encore à favoriser le commerce anglais. Il a cru, dans sa naïveté, que si les Anglo-Saxons, de là-bas préféraient le lard fumé du Danemark à celui du Canada, c'était parce que le nôtre était d'une qualité fort inférieure. Et le voilà parti en campagne avec tout son contingent de conférenciers pour faire accroire à nos cultivateurs que s'ils élèvent des cochons yorkshire plutôt que d'une autre race, la fortune va venir frapper à leurs portes à coups redoublés.

Il n'y a rien de plus aléatoire que le marché anglais, du point de vue canadien, parce que l'Anglais cherchera toujours avant tout son propre intérêt et que les frais de transport de nos produits en Angleterre sont et seront toujours trop élevés pour nous permettre de faire la moindre concurrence à un pays comme le Danemark qui est aux portes du Royaume-Uni.

L'initiative de M. J.-E. Caron est donc peine et temps perdus. C'est ainsi que, dans Québec, par de fausses manœuvres, on garde notre agriculture dans le marasme.

Park et Davies et les autres donneront peut-être un bon témoignage à M. Caron, mais Park et Davies et les autres sont intéressés à augmenter la production du porc dans Québec, afin de pouvoir acheter celui-ci à meilleur marché et de faire de plus grands profits au détriment de nos cultivateurs.

El n'y a pas que M. Caron qui fasse des bêtises.

L'autre jour, M. Henry Miles, député de Saint-Laurent à Québec, y a été de sa petite entrevue avec

un rédacteur de la Presse. Il y prêcha la guerre aux Etats-Unis sur le terrain commercial.

M. Miles nous paraît être un fiéffé protectionniste sous l'étiquette libérale, comme le sont d'ailleurs les Robb, les Gouin et tant d'autres.

Aux Etats-Unis, on surveille les gestes et les paroles de nos hommes publics.

Les déclarations intempestives et même saugrenues de M. Miles ne sont pas de nature à nous ouvrir la voie du libre échange. Elles la ferment au contraire, et retardent d'autant la prospérité du Canada.

JOSEPH BEGIN

Le régime Taschereau et les faillites dans Québec

Les journaux payés par le gouvernement de Québec pour peindre en rose les gestes politiques de leurs maîtres, avouent-ils, enfin, devant l'évidence des statistiques, que notre province, sous le régime du grand marchand d'alcool M. Taschereau, est tombé dans le marasme commercial le plus complet?

En repassant en détail les chiffres trimestriels des faillites, ontariennes et québécoises, on constate que les exécutions commerciales et industrielles, chez nous, forment le double ou à peu près, en nombre et en valeur, de celles de nos voisins. En janvier, février et mars 1922, nous avons eu 904 faillites, avec un passif total de \$18,602,880, alors que l'Ontario ne comptait que 584 faillites, avec un passif total de 8,454,494. La différence est d'autant plus énorme que la population de la province anglaise est supérieure à la nôtre, et que, les centres manufacturiers y étant plus nombreux, l'activité commerciale plus intense, il semblerait naturel que la statistique des faillites y soit au moins égale à la nôtre.

Pourquoi cette différence? Parce que dans Ontario, sous l'administration de Drury, inspirée par les progressistes, les cultivateurs sont plus protégés, et l'agriculture plus intelligemment encouragée. De là, une heureuse répercussion sur l'industrie et le commerce.

Dans Québec, au contraire, le gouvernement montre bien des profits dans sa propre caisse, mais comment les a-t-il obtenus, si ce n'est au détriment des vertus sociales les plus nécessaires à la vie des peuples.

Au lieu de traquer énergiquement le vice infâme, il en a profité en le laissant libre après lui avoir fait payer des amendes; au lieu de combattre l'alcoolisme, il lui a ouvert partout des magasins où il trouve librement non seulement à s'entretenir mais à s'aggraver.

Nous l'avons dit et nous le répétons: ces profits-là sont maudits.

Ils portent avec eux la malédiction de Dieu et l'exécration des victimes.

JOSEPH BEGIN

Le Saint-Siège et la visite des souverains belges à Rome

L'Osservatore Romano, s'appuyant sur les termes de l'encyclique du 23 mai 1920, affirme que, contrairement à ce qu'ont prétendu certains journaux, la dérogation au veto qui s'opposait autrefois à la visite de souverains et chefs d'Etats catholiques au Quirinal, et la pompe toute spéciale avec laquelle les souverains belges ont été reçus au Vatican, ne signifient nullement que le Saint-Siège accepte la situation qui lui a été créée par les événements de 1870.

La logique de M. King

En un plomb vil l'or pur s'est encore changé, aux Communes, et ce sont les libéraux qui ont fait cette fois l'opération.

L'an dernier, M. McMaster, député libéral de Brome, avait soumis à la Chambre un projet de loi pour empêcher les politiciens de cumuler la position de ministre de la Couronne et celle de directeur de maisons de finance ou d'industrie.

M. Meighen était alors le chef du gouvernement. Avec tous ses unionistes il vota contre ce projet de loi à sa deuxième lecture et le défit. Par contre, M. King avec tous ses libéraux appuyèrent de leurs voix la mesure de M. McMaster.

Le député de Brome a représenté son projet de loi le 23 avril courant.

Vous croyez sans doute que M. King et ses satellites l'ont de nouveau appuyé, pour rester logiques au moins. Nenni!

Tous jusqu'au dernier ils l'ont repoussé, pour protéger MM. Gouin, Bureau, MacKenzie et d'autres que cette mesure aurait pu atteindre. Ils ont voté avec le tory Meighen et les siens, avec leurs adversaires d'hier. C'est inique. Seuls les progressistes ont secondé la proposition de M. McMaster.

PIERRE BAYARD

M. Meighen

M. Meighen est un bon avocat, mais il n'est pas même un bon politicien. C'est un des types les plus parfaits du tory étroit. Il est anglais avant d'être canadien. Aux Communes, il cherche moins à rendre service à son pays qu'à refaire les cadres de son parti pour reprendre le pouvoir. Son but est trop visible. Tous les gens de cœur s'en éloignent.

Les Forestiers Indépendants

Un certain journal canadien-français publie des annonces en faveur de l'Ordre Indépendant des Forestiers.

Il devrait savoir que cette société n'a aucun caractère catholique, qu'elle est neutre et par là suspecte aux gens sérieux.

Sur un récif

La conférence de Gènes ne marche pas comme si elle était sur des roulettes. Les heurts entre la Russie d'une part, et les pays alliés de l'autre sont violents.

La France veut le maintien des décisions relatives aux réparations de guerre dont la somme a été déterminée. Elle veut aussi que la question du désarmement ne soit nullement discutée et que les traités ne soient pas changés à Gènes. De plus, la France insiste pour qu'on s'en tienne rigoureusement aux résolutions de Cannes qui demandent le paiement des dettes d'avant-guerre de la Russie et la restitution des propriétés appartenant aux étrangers, en Russie.

La conférence des experts sur la question russe a interrompu son travail pour un temps indéterminé parce que les experts représentant les puissances alliées ont trouvé les nouvelles propositions soviétiques absolument en conflit avec la note russe acceptant les conditions des alliés comme base des futures délibérations.

Les bolchévistes ont annoncé leur refus de rendre les propriétés privées, parce que tout a été nationalisé en Russie. Dans leur note, ils avaient consenti à rendre ces propriétés ou à verser des indemnités pourvu que les dettes de guerre soient réduites et qu'une aide financière soit assurée à la Russie. Mais au lieu d'accepter les propositions des alliés demandant le paiement des dettes de guerre, avec l'entente que ces dettes seront diminuées et que les intérêts seront réduits ou que leur paiement sera retardé, les bolchévistes offrent un projet tout-à-fait différent. Ils demandent la complète annulation de toutes les dettes de guerre. Bien qu'ils aient consenti au paiement des obligations financières dues aux nationaux étrangers, obligations qui sont généralement désignées comme dettes d'avant-guerre, les porte-parole du gouvernement soviétique ont demandé un moratorium de trente ans pour ces dettes et l'annulation de l'intérêt. Cette annulation de l'intérêt doit être maintenue pendant la durée du moratorium.

Les exigences du gouvernement des soviets ont causé une grande surprise et font redouter des complications de nature à compromettre le succès de la conférence.

Par ricochet, l'Allemagne et la Russie ont conclu avant la conférence un traité de commerce que les alliés veulent annuler.

Le Japon serait prêt aussi à signer un traité avec les soviets. Tous ces traités particuliers contrecarrent les buts de la France parce qu'ils renforcent les positions de ses ennemis et permettront peut-être à ceux-ci d'ignorer certaines clauses du traité de Versailles.

Les inédits de Louis Hémon

L'auteur de *Maria Chapdeleine* a, paraît-il, laissé des inédits de la plus grande valeur. La presse commence à s'étonner que l'éditeur n'ait même pas annoncé encore ces inédits. Attend-il, comme on le prétend, que la vente de *Maria Chapdeleine* ait atteint un demi-million? N'y aurait-il pas intérêt à ce que le public se trouvât le plus tôt possible en présence de l'oeuvre entière de Louis Hémon?

La plante qui éternue

Nous savions déjà que toutes les plantes respirent; il y en a même qui dévorent les insectes qui viennent se poser imprudemment dans leur calice.

Mais il était réservé à un botaniste du Chili de découvrir une plante qui non seulement respire, mais qui encore s'enrhume, toussé, et éternue. Le moindre grain de poussière qui, d'aventure se pose sur le derme d'une de ses feuilles, le moindre vent qui passe, suffisent pour provoquer une quinte.

La feuille devient toute rouge; un mouvement spasmodique la secoue à plusieurs reprises et elle émet un bruit semblable à celui d'un étouffement... C'est du moins ce qu'assure le botaniste chilien. Cette plante aspire-t-elle aussi les parfums exhalés par les fleurs?.. vivant argument du système des compensations.

Notes et nouvelles

A une immense majorité, les employés de tramways de Montréal viennent de se prononcer contre l'avance de l'heure. Au vote referendum qui a été pris, sur 3,000 employés, 29 seulement ont voté en faveur du règlement municipal de l'avance de l'heure. Les autres ont rejeté ce règlement. Les autorités municipales sont avisées du résultat de ce vote.

La congrégation des Rites a tenu dernièrement une réunion préparatoire pour discuter trois miracles attribués à l'intercession du cardinal Robert Bellarmine, de la Compagnie de Jésus, en vue de la cause de sa béatification et de sa canonisation.

M. Adolphe Poisson est décédé le 25 avril courant.

La barque de Pierre se rit des vents et des tempêtes: elle a les saints pour passagers, la croix pour mat, les doctrines de l'Evangile pour voiles, les anges pour rameurs, et Dieu pour pilote.—S. Jean-Chrysostome.

Les orangistes de la Nouvelle-Ecosse, qui sont allés demander à l'hon. M. Murray l'anglicisation et la déchristianisation des écoles de cette province, ont été fort mal reçus par le premier ministre. Homme de justice et d'énergie, il leur a répondu qu'il préférerait voir ses enfants devenir catholiques que d'être élevés sans enseignement religieux.

Si dans le passé, nos hommes publics avaient mis les orangistes à leur place dès qu'il s'annonçaient auteurs de discorde, nous n'aurions pas aujourd'hui, des minorités persécutées et un Canada désuni.

Les dettes interalliées

Suivant une information officielle de l'agence Reuter, le gouvernement britannique vient d'adresser une note aux pays alliés, déclarant que la Grande-Bretagne ayant à payer les intérêts de sa dette au gouvernement américain, elle se réserve le droit de leur demander le paiement des intérêts de leur dette de guerre envers elle.

On fait remarquer à ce propos que la Grande-Bretagne est maintenant tout à fait prête à payer ses intérêts aux Etats-Unis. La convention de trois ans intervenue entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis expire le 15 mai 1922. A partir de cette date les intérêts de la dette britannique envers les Etats-Unis commenceront à courir et le premier paiement semestriel devra être effectué en octobre prochain.

De même la convention de trois ans entre la Grande-Bretagne et ses débiteurs alliés va prendre fin très prochainement.

On se rappelle que la dette de la Grande-Bretagne envers les Etats-Unis s'élève à 900 millions de livres sterling environ; celles des pays alliés envers le gouvernement britannique sont: France, 557 millions de livres sterling; Italie, 476 millions liv. st.; Belgique, 103 millions liv. st.; Serbie, 22 millions liv. st.; autres alliés: 66 millions liv. st.

En outre la dette russe envers la Grande-Bretagne s'élève à 561 millions liv. st. (Les intérêts sur cette dernière dette ont cessé d'être comptés depuis le début de 1918).

Ajoutons que la dette britannique envers les Etats-Unis était l'année dernière de 4 milliards 166 millions de dollars et celle de la France de 2 milliards 951 millions de dollars.

La nouvelle politique des Etats-Unis qui consiste à réclamer strictement leur dû à leurs anciens associés dans la guerre, promet d'aggraver sensiblement le chaos financier dans lequel l'Europe se débat depuis la fin de la guerre.

Et quand l'Angleterre s'acquittera-t-elle de sa dette envers le Canada?

L'Allemagne met la main sur la Russie

N'ayant vu en eux, lorsqu'elle favorisait en Russie l'entrée des chefs bolcheviks, qu'un moyen d'abattre le front russe, l'Allemagne n'avait pas prévu que le régime soviétique fût susceptible de durer. Le bolchevisme était pour elle un moyen lorsqu'il lui aurait rendu les services qu'elle en escomptait.

Contrairement à son attente, le bolchevisme s'implanta en Russie; d'autre part, la défaite enlevait à l'Allemagne la possibilité de renverser par la force l'instrument qu'elle avait contribué à forger.

Sans doute, nous retrouvons sa main dans les entreprises de l'aventurier Bermond dans les provinces baltes qu'elle fournit d'armes et de munitions, mais on peut dire que l'Allemagne, après sa défaite, n'a plus compté sur la force pour renverser le pouvoir des soviets. Renseigné sans doute plus exactement que les Alliés par ses nationaux demeurés là-bas, elle n'a pas cru au succès de Denikine et de Doltchak, estimant que, du moment que les troupes alliées elles-mêmes n'étaient pas envoyées en Russie, des forces russes simplement alimentées en munitions et en approvisionnements ne triompheraient pas des troupes soviétiques. Aussi, dès 1919, voyons-nous l'Allemagne tenter un rapprochement économique avec les soviets. Elle jugea que, si le chaos russe ne lui permettait pas de réaliser immédiatement des projets politiques de haute envergure, il n'empêchait point néanmoins le réaliser quelques opérations commerciales fructueuses et d'écouler en Russie des produits fabriqués qui lui seraient payés en or, en pierres précieuses et en matières premières dont la Russie avait encore quelques stocks. C'est pourquoi, et afin d'être de plus en plus exactement renseignée sur la situation économique russe, l'Allemagne s'efforce de faire pénétrer en Russie une commission d'études.

« Depuis longtemps, dira le docteur Simons, ministre des affaires étrangères, dans son discours du Reichstag du 21 janvier 1921, l'Allemagne cherche à faire pénétrer en Russie une commission d'études. Nous avons tenté de créer des relations entre coopératives. La responsabilité du retard incombe comme toujours à Moscou, qui a posé une série de conditions que Berlin a acceptées sans y rien gagner. »

LES EFFORTS ALLEMANDS VONT ABOUTIR

Les efforts allemands n'allaient pas tarder à aboutir et dès février 1921, le succès se dessine. Le mois de février 1921 est une date pour le rapprochement entre l'Allemagne et le gouvernement des soviets. Le 18 février est signé à Moscou, entre les représentants allemands du ministère des affaires étrangères et ceux du commissariat des affaires extérieures des soviets, un protocole provisoire destiné à stabiliser les relations entre les deux pays, à adjoindre aux délégations existantes dans chacun des pays, des délégations commerciales, à assurer le libre trafic commercial entre l'Allemagne et la Russie. Une disposition particulière règle les droits des ressortissants des deux pays et les formalités relatives au voyage d'Allemagne

en Russie et vice versa. L'inviolabilité de tous les avoirs que les citoyens allemands, se rendant en Russie pour y exercer une activité prévue par le traité, pourront emporter ou acquérir leur est garantie. La délégation commerciale allemande en Russie est chargée de défendre les intérêts économiques de l'empire allemand et de ses ressortissants. Elle négocie avec toutes les organisations publiques dirigeant les relations commerciales, elle enregistre tous les contrats qui sont passés sur le territoire de la République des soviets avec des ressortissants allemands. Enfin l'article 13, infiniment plus favorable aux Allemands qu'aux Russes, précise que le gouvernement russe, s'engage à introduire une clause stipulant le recours de l'arbitrage dans tous les actes sans exception, passés avec les Allemands en Russie, tandis qu'il accepte de se soumettre à la législation allemande pour tous les actes passés en Allemagne.

KRASSINE VIENT A BERLIN

A dater de la signature de ce traité les relations entre Allemagne et Russie se font chaque jour plus étroites. Krassine, l'ancien ingénieur d'Hugo Stinnes, vient à Berlin reformer la délégation soviétique dont le personnel est en partie renouvelé, et passe de nombreuses commandes. Krestinski s'installe à Berlin comme ambassadeur des soviets, tandis que le docteur Wiedenfeld est nommé chargé d'affaires à Moscou. Des consulats sont ouverts, bolchevique à Stettin, allemand à Pétrograd. Des délégations commerciales se rendent en Russie, une s'installe à Odessa en juillet, une autre à Pétrograd en août, une troisième, la plus importante, vient à Moscou renforcer celle qui fonctionnait déjà.

Le professeur Lomonosow, représentant du commissariat des soviets, passe au même moment une commande de 700 locomotives, dont 137 à fournir par la Société Henschel et Co, de Cassel, les autres réparties entre 19 firmes allemandes. Le prix est de 2 millions de marks-papier par locomotive, le gouvernement soviétique versant un acompte en or et déposant le solde du prix d'achat dans des Etats neutres. Les premières locomotives ont été réceptionnées en novembre, d'autres en décembre 1921 et janvier 1922.

Pendant le premier trimestre de 1921, 222,000 tonnes de marchandises sont importées en Russie, et en avril, le docteur Simons constate au Reichstag: « Nous devons tourner nos regards vers l'est, car le surplus de notre production intellectuelle et économique prendra cette direction. »

Dans le second trimestre de 1921, avec le concours de la fameuse société de navigation « Hamburg-America », une société, la « Deutsche Russische Transport Gesellschaft » est créée pour le transport des marchandises à Pétrograd, où une succursale est aussitôt ouverte. Moitié du capital est fourni par la Hamburg-America, l'autre moitié par les soviets et cette compagnie ne vise pas seulement les transports par mer, mais également par les voies ferrées.

METAUX, SEMENCES ET MACHINES AGRICOLES

En août, Hermann, chef de la délégation commerciale allemande à Moscou, déclare qu'il vient y signer avec le commissariat de l'agriculture un contrat ayant pour objet une grosse commande de semences et de machines agricoles. Le paiement sera effectué en nature, les soviets s'engageant à fournir de grosses quantités de lin et de bois.

En décembre est signée une con-

vention rétablissant les libres communications télégraphiques entre les deux pays.

Dans le même mois, un consortium allemand reçoit une concession agricole portant sur des milliers de déciatines de terre dans le midi de la Russie.

Toujours dans le même mois, le comité technique du commissariat du commerce avec l'étranger chargé son représentant, le professeur Lomonosoff, de passer de nouvelles commandes de rails, boulons, aiguillages, locomotives, etc. aux usines allemandes Krupp, Oberschlesische, Stawerke, Thyssen-Hutte, Reinstahl, Bochumer-Verein et autres, pour une somme totale de 200 millions de roubles or.

Les journaux allemands font paraître de nombreuses annonces demandant des ouvriers métallurgistes pour travailler en Russie, et des milliers de travailleurs partent ou se préparent à partir pour la Russie.

ET VOICI LES RESULTATS

Les résultats pour l'année 1921 sont tangibles; les exportations d'Allemagne en Russie ont augmenté d'une façon remarquable. Sur les 20 millions de pouds de marchandises débarquées en 1921 dans le port de Pétrograd, un tiers venait d'Allemagne; sur les 230 steamers arrivés dans le même port, 106 étaient allemands, sur les 1,551,170 pouds de produits métalliques parvenus en Russie, en octobre 1921, 1,534,452 étaient allemands.

Et l'ingénieur Muller, secrétaire général du bureau économique pour l'établissement des relations commerciales en Russie, déclare, à la fin décembre, aux représentants de la presse, qu'un groupe de banquiers, de commerçants, d'industriels, comprenant soixante-dix-huit des plus grandes entreprises de l'industrie allemande, d'associations ouvrières, sous la dénomination de Wirtschaftsstelle für Handel und Industrie in dem Osten, se propose de fonder prochainement une banque centrale germano-russe qui ouvrira des succursales dans tous les grands centres russes où se créeront également des chambres de commerce germano-russes. Le gouvernement des soviets aurait consenti à garantir aux succursales de la Banque et aux chambres de commerce une indépendance d'action complète.

Le 11 janvier, l'agence Rosta annonce que le 6 du même mois la Deutsche Bank et la Dresdner Bank ont avisé la direction de la Banque de l'Empire que la Banque de l'Etat soviétique pouvait payer ses correspondants. La direction de la Banque d'Etat russe prescrivait en même temps à ses plénipotentiaires à Berlin d'avoir à verser à la Deutsche Bank quelques millions de marks et le même jour la Banque d'Etat russe avait l'occasion d'envoyer le premier chèque à la Banque allemande, soit une somme de quinze millions de marks. Après une interruption de plus de sept ans, les relations étaient reprises entre les institutions de crédit russes et allemandes.

A fin de janvier, la Pravda et la Krasnaia Gazetta, du côté russe, l'Information et le Petit Parisien, d'après les dépêches de leurs correspondants à Berlin, publiaient que la Ost Europa Kredit Bank de Koenigsberg, que l'on dit soutenue par les fonds du gouvernement allemand, venait de conclure avec le gouvernement des soviets un nouveau contrat pour la commande en Allemagne de locomotives, contrat portant sur plusieurs centaines de millions de marks; le paiement aurait lieu partie comptant, partie au moyen de crédits à longs termes, le solde en concessions minières et autres.

Au même moment, la Société Nord Ost ouvre à l'Union centrale des coopératives russes un crédit

de 500 millions de marks destinés à l'achat de marchandises allemandes et payables soit en matières premières russes calculées d'après la cote de la bourse de commerce de Hambourg, soit en devises allemandes.

Enfin, et c'est la dernière manifestation que nous signalerons du rapprochement russo-allemand, le gouvernement des soviets autorise la réouverture des consulats allemands à Kazan, Bakou, Tiflis, Rostoff-sur-Don, Batoum, Sébastopol, Kiew, Nicolaïeff.

L'ALLEMAGNE S'INSTALLE EN RUSSIE

Quelle conclusion tirerons-nous de cet ensemble de faits? Evidemment, l'Allemagne prend chaque jour davantage pied en Russie, mais on sent déjà que le mode de traction des opérations évolue. La Russie ne peut continuer à payer comptant; dans les dernières opérations traitées, il est question de crédits, les banques entrent en jeu.

Le régime soviétique, l'absence de sécurité dans les relations juridiques, la désorganisation des transports, les conditions matérielles de la vie en Russie, n'ont pas permis jusqu'ici un programme de collaboration économique intime entre la Russie et l'Allemagne. Aussi longtemps que le gouvernement des soviets pouvait effectuer ses paiements en or ou en produits d'exportation, l'Allemagne a trouvé la possibilité de traiter un certain nombre d'opérations généralement au comptant, opérations qui ont donné d'intéressants débouchés à son industrie. Actuellement, l'or russe se raréfie; le peu dont les soviets disposent encore est jalousement réservé avant tout pour propagande à l'étranger; les stocks de matières premières s'épuisent; il faut trouver une autre monnaie d'échange. De là l'appel de l'Allemagne à l'Europe et à l'Amérique pour obtenir d'elles qu'elles s'intéressent au relèvement de la Russie et lui ouvrent des crédits dont bénéficiera l'Allemagne qui livrera à la Russie ses produits fabriqués; de là les idées des consortiums pour la Russie, idées chères à Hugo Stinnes, à Ratenau, à Deutsch, le célèbre directeur de l'Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft, dont la firme traitait annuellement, avant la guerre, 100 millions d'affaires avec la Russie. L'Allemagne a en Russie ses hommes à pied d'oeuvre; en Allemagne les questions russes ont été étudiées en détail; les matières fabriquées sont ou seront rapidement prêtes, les plans sont dressés. Ce sont ces plans que les Allemands évoqueront à la Conférence de Gènes.

En Irlande

Il est dommage que les Irlandais se soient divisés et qu'ils forment aujourd'hui deux groupes ennemis, celui des républicains et celui de l'état libre d'Irlande sous la couronne d'Angleterre.

Les élections générales au cours desquelles le peuple irlandais devra décider s'il entend oui ou non ratifier le traité d'où est né l'Etat libre d'Irlande, auront lieu dans les premiers jours de juin. Partisans et ennemis de l'Etat libre d'Irlande ont commencé leurs campagnes électorales intensives. Et le résultat de cette élection ne peut être prédit.

En attendant, les disputes intestines se continuent.

D'après une dépêche de Dublin que nous devons lire avec réserves, plusieurs évêques de l'Irlande étudient dans leurs lettres pastorales la question de savoir si le traité de paix anglo-irlandais peut

encore raisonnablement être rejeté. Un certain nombre d'entre eux ont pris une part prépondérante dans le conflit qui précéda le traité et dans l'ensemble leur conseil représente admirablement le sentiment général des patriotes irlandais qui comprennent la gravité de la décision qu'ils ont à prendre. C'est ainsi que Mgr Harty, l'archevêque de Cashel, dont les sentiments nationalistes étaient connus durant les temps les plus durs, ne nie pas la réalité du désappointement ressenti par la plupart des Irlandais devant les concessions considérables incluses de la part de l'Irlande dans le traité signé pour obtenir la paix. « Néanmoins, écrit-il, le traité met fin à l'oppression de ce pays: les forces militaires britanniques sont retirées. »

L'Irlande peut désormais contrôler ses finances, son industrie et son commerce; l'Angleterre renonce à gouverner l'Irlande et remet aux Irlandais le pouvoir législatif et exécutif; l'Irlande peut avoir ses propres ambassadeurs à Rome, à Washington et à Paris; elle peut prendre sa place dans une libre association des Etats libres du monde.

« Ce peuple, ajoute Sa Grandeur, devra décider si le traité peut honorablement être accepté. Il appartiendra à chacun, avant de se décider, de considérer la gravité des conséquences qu'entraînerait son rejet. Ce rejet ne signifierait-il pas une reprise de la guerre, d'une guerre plus atroce que la dernière et avec peu de chances de succès? Quelconque aurait provoqué un tel renouveau d'horreurs aurait beaucoup à porter sur sa conscience. De plus, en cas de rejet, ce peuple pourra-t-il obtenir une république ou une association libre avec la communauté de nations connues sous le nom d'Empire britannique? Si la réalisation de l'une et l'autre de ces éventualités n'est pas possible, ce serait une folie criminelle de rejeter le traité. »

Tous les évêques font part de leur espoir dans l'avenir et de leur joie de voir se terminer ces longues années de mauvaise administration. Mgr Byrne qui vient d'être nommé archevêque de Dublin n'a jamais fait de politique. Il est considéré comme le meilleur et le plus capable représentant de l'opinion modérée étrangère à la lutte politique. Prenant position, il montre que, grâce au traité, pour la première fois, l'Irlande disposera presque entièrement de sa destinée. Au lieu d'avoir à subir la loi d'hommes antipathiques, gaspilleurs inintelligents, étrangers de race et de traditions, ce pays sera entre les mains d'un gouvernement irlandais que nous voyons aujourd'hui en gestation et qui, connaissant ses besoins, peut prendre à coeur de résoudre les nombreux problèmes dont dépend son bien-être. »

Il n'y a pas de doute que la division des Irlandais affaiblit leur cause et oblige pour ainsi dire le clergé à pencher vers l'accord de Londres, pour éviter un plus grand malheur paraissant aujourd'hui inévitable.

Qui est roi de Hongrie

Un correspondant de Budapest écrit:

« La Hongrie est une monarchie. L'amiral Horthy un régent. Où est le roi? Je ne répondrai à cette question qu'après une enquête aussi minutieuse et aussi complète que possible: »

« D'après l'amiral Horthy, qui nous a déclaré: « Ici, je suis un locataire; » d'après le comte Apponyi: « Mieux vaut une République qu'une monarchie illégitime; » d'après le comte Bethlen: « Un de

mes ancêtres, le duc de Transylvanie, conquit la Hongrie, mais ne toucha pas à la couronne du roi vaincu; » d'après l'archiduc Joseph: « Si je montais sur le trône, ce serait pour pratiquer une politique résolument francophile; mais je ne monterais sur le trône que si j'en avais le droit; » d'après même le pangermaniste archiduc Albrecht: « La royauté hongroise est de droit divin. Aucun homme, sans sacrilège, ne peut toucher à la couronne de Saint-Etienne » pour les catholiques comme Andrássy, à la couronne d'Etienne pour les protestants comme Horthy.

« Mais cette tiare n'est pas seulement héréditaire, elle est aussi personnelle. Elle n'est pas seulement royale, elle est populaire. Il y faut pour que dans sa plénitude le droit traditionnel soit restauré, et si l'on consulte les documents les plus vénérables, la consécration de l'Eglise et l'assentiment par acclamations de la foule. Vox populi Vox Dei. Une fois l'acte accompli, nul n'y touche. »

« Cet assentiment, transposé en langage moderne, c'est la volonté du Parlement. »

« Telle est la doctrine orthodoxe de la royauté hongroise. Aucun des grands seigneurs si mystiquement attachés à la tradition nationale n'admet la Pragmatique Sanction, c'est-à-dire l'acte purement politique qui rattache la Hongrie à une monarchie autrichienne. »

« Il résulte de cette consultation, qui est complète et définitive, que l'aîné des fils du roi Charles doit passer pour le souverain non consacré jusqu'au moment où l'Assemblée de Budapest aura fait choix d'un roi national et où le régent Horthy aura résigné solennellement les fonctions qu'il exerce au nom du monarque enfant. »

VINCENT

Un cochon dans la soie

Profitant d'un moment de distraction de son gardien, un cochon s'est échappé du camion qui le transportait aux Halles Centrales à Paris de bonne heure le matin.

L'animal se trouva ainsi en liberté dans la rue, à peu près déserte à cette heure matinale. Il errait en toute tranquillité, lorsqu'à un angle de rue il rencontra deux agents de police qui n'en revinrent pas de se trouver en présence de ce « particulier », évidemment inattendu.

Revenu de leur stupéfaction, ils essayèrent de l'arrêter; mais le cochon s'enfuit à toutes jambes vers le Pont-Neuf. Les agents le virent entrer dans le sous-sol d'un grand magasin. Ils prévinrent aussitôt le gardien de nuit, et tous trois visitèrent les caves. Leurs recherches restèrent longtemps infructueuses, et ils allaient renoncer à retrouver l'animal, lorsqu'ils entendirent des grognements de satisfaction au rayon de la soierie. Ils s'y rendirent et trouvèrent le cochon mollement couché sur des coupons de soie. Il a été conduit au poste de police voisin, où son propriétaire, un mandataire aux Halles, est venu le réclamer.

Avez-vous payé votre

contribution

à la CROIX

Le Pape, Alphonse XIII et les Habsbourg

L'ex-impératrice Zita a adressé au roi d'Espagne une dépêche l'informant de la mort de Charles de Habsbourg.

Alphonse XIII a pris l'initiative d'une protection en faveur de l'impératrice Zita, et il a adressé à Pie XI la dépêche suivante:

«A Sa Sainteté le Pape, comme doyen des Souverains, «Douloureusement impressionné par les circonstances qui ont accompagné la mort de l'empereur Charles, je me permets de prier votre Sainteté de joindre votre voix vénérée à la mienne, pour qu'il soit facilité à sa veuve et à ses enfants, les moyens pécuniaires nécessaires à leur vie.

«Considérant l'époque avancée de l'état de l'impératrice, que les principes les plus élémentaires d'humanité respectent et protègent, je suis convaincu que les souverains et chefs d'Etats vainqueurs de l'ancien empire austro-hongrois se joindront à nous et que leur proverbiale générosité ne sera pas démentie à cette occasion.

ALPHONSE, ROI

D'autre part, l'Observatore Romano a publié une note à propos de la mort de l'ex-empereur Charles.

L'organe du Saint-Siège, après avoir fait l'éloge du dernier souverain d'une nation profondément attachée à la papauté, espère que les puissances de l'Entente voudront s'occuper de la malheureuse famille impériale qui vit sur une terre insalubre, dans de graves angoisses et dans la misère.

L'article se termine ainsi:

«Il faut espérer que les grandes puissances de l'Entente obéissant à un sentiment de justice, pourvoient à l'avenir de cette famille malheureuse, désormais obligée de vivre dans des conditions angoissantes de misère, et à déperir dans une île qui est, la plus grande partie de l'année, insalubre.

«Au surplus, obliger une veuve et de tendres enfants à subir la déportation à laquelle fut condamné «le foudre de guerre» serait vraiment peu généreux et même cruel.»

La déchéance du rouble

L'un des principaux problèmes inscrits au programme de la confé-

rence de Gênes vise la régularisation des moyens de paiement des Etats aux devises dépréciées. Parmi ces Etats la Russie soviétique, de l'aveu de ses statistiques officielles, bat tous les records par la fantasmagorie de ses émissions et l'irrésistible baisse de son rouble vers des quantités infinitésimales.

Où en est aujourd'hui le budget rouge, où en est le rouble impérial qui jadis faisait si pimpante figure dans la famille des unités monétaires?

Je résume les réponses, telles qu'elles sont fournies par les bolcheviks eux-mêmes dans leur journal financier attitré, l'Economicheskaja Jizn, organe du Soviet du Travail et de la Défense.

En présentant au 11e congrès des soviets le budget pour 1922, Krestinsky, le commissaire aux finances, s'est flatté d'avoir échaudé ses calculs avec un «déficit minime»: 230 millions de roubles-or, qui devront être couverts par des émissions de papier. Convertis en roubles soviétiques, ce chiffre est destiné en clôture de l'exercice à défier jusqu'à Einstein lui-même par ses «proportions astronomiques».

Au 1er février le cours du rouble-or était fixé au taux de 100,000 roubles-papier; au 1er mars, ce cours a déjà haussé de 100 pour 100, si bien qu'il n'est pas interdit de prévoir, au bout de quelques mois d'ascension progressive, des cotations dépassant un milliard.

Or, il a suffi de 60 jours pour ébranler dans ses bases toutes les prévisions financières de Moscou. Les émissions ont déjà atteint le chiffre imposant de 118 millions de roubles-or, et, d'après les pronostics les moins pessimistes, le déficit global doit s'élever environ à 800 millions, toujours de roubles-or, soit un Himalaya de banknotes soviétiques.

Qu'important ici les calculs fictifs en roubles métalliques inexistant? Fantaisie de comptables, camouflage inopérant. La presse bolchevique elle-même se lamente sur les complications d'un palliatif qui contribue seulement à mieux souligner la déchéance du paria qu'est devenu le rouble papier.

Il circule toujours en Russie plus de 40 trillions de roubles, et cette énorme quantité de chiffons multicolores est loin de suffire aux demandes de numéraire. Plusieurs réseaux russes n'ont réussi à payer qu'en février les salaires dus pour le mois de novembre. La planche aux assignats est essoufflée. Elle a beau être prolifique, les banknotes qu'elle engendre sont stériles. Que

valent 40 trillions de roubles dont la capacité d'achat a diminué de 450,000 fois — chiffre officiel? — Tout au plus, 90 millions de roubles d'avant-guerre, soit la 28e part de la circulation monétaire en 1914.

Ces chiffres dénoncent un appauvrissement sans précédent dans l'histoire économique du monde.

Un avertisseur de mauvais temps

Sur la petite île de l'océan arctique de Jean Mayen, par environ 71° de latitude nord, vient d'être créée une station de T. S. F. qui permettra d'avertir la Norvège de l'approche des coups de vents si fréquents dans ces dangereux parages et qui, tous les ans, produisent de nombreux sinistres. La distance de Jean-Mayen à la terre est d'environ 800 à 1,000 kilomètres.

L'île n'a guère, comme étendue, que 50 kilomètres de large, la température moyenne étant de 4° au-dessous de zéro.

Pour la première fois des êtres humains ont séjourné pendant un an sur cet flot glacé et le personnel de la station qui a coûté 250,000 francs a pu transmettre régulièrement ses observations.

Dans une violente tempête, les mâts de la T. S. F., quoique très solidement haubannés, furent une première fois abattus, mais ils étaient remis en place peu de temps après.

Vingt mille lieues sur les terres

Le professeur Bouvier a exposé à l'Académie des Sciences, de Paris, les remarquables travaux du Dr Janel et du colonel Saint-Claire-Deville sur les migrations des sylphides au cours des âges zoologiques.

Les sylphides de l'Amérique du Sud paraissent s'être répandues dans l'Afrique du Nord avant la disparition de l'Atlantide, avant la rupture de l'isthme brésilo-africain. De là elles ont atteint l'Europe avant la rupture de

l'isthme de Gibraltar. Elles sont répandues dans l'Amérique du Nord par des terres arctiques qui reliaient les deux continents.

Puis, une révolution géologique ayant soudé les deux Amériques, les sylphides du Sud se mirent en route vers le Nord et rencontrèrent aux Etats-Unis leurs soeurs qui descendaient du Canada, après leur long périple.

On a beau être une sylphide, cette rencontre ne dut pas manquer d'émotion!

Le Juif et ses lunettes

Un marchand ambulant s'approche d'un groupe d'hommes qui s'rotent leur café.

—Achetez, Messieurs, achetez des lunettes.

—Que voit-on avec vos lunettes? —Tout ce que l'on veut, répond le Juif... errant.

Un plaisant en prend une paire, les place sur son nez, regarde le Juif et dit d'un ton convaincu:

—Je vois un voleur.

Sans hésiter, le Juif reprend les lunettes, regarde en face son interlocuteur, puis avec flegme:

—C'est absolument vrai.

Statistiques d'après guerre

Le nombre des Allemands morts à la guerre s'élève à 1,808,555; celui des blessés à 4 millions 246,779, soit, au total, 6,055,334.

En 1871, l'Allemagne avait eu 41,413 morts et 88,548 blessés.

Le nombre des Allemands qui ont pris part à la guerre s'est élevé à 13 millions.

Les officiers morts à la guerre forment un total de 52,006; 96,243 ont été blessés.

Les pertes en hommes causées par la guerre à l'Empire allemand sont estimées, par le général von Altrock, à 12 millions (y compris, le non excédent de naissances pendant cinq ans qui est de 4 millions et auxquels s'ajoutent 6 millions d'Allemands habitant les territoires perdus par l'Allemagne et 2 millions de morts.

L'ergotine et les soviets

La dévastation de la terre russe par le régime des soviets vient d'avoir une conséquence que Lénine n'avait pas prévue. Elle prive la pharmacie et la médecine de l'Europe occidentale d'une matière très employée en thérapeutique, notamment comme anti-hémorra-

gique, l'ergotine.

Or, l'ergotine nous venait presque toute des seigles ergotés, o'est-à-dire atteints par l'ergot— développement de champignons microscopiques— de la Russie. La Russie n'ayant plus assez de seigle pour ses habitants, même en consommant le seigle ergoté, qui est toxique, ne peut nous expédier son gerot.

LIVRES DE PRIX

RECOMPENSES SCOLAIRES

LA MAISON GRANGER FRERES

LIMITEE offre en vente, cette année, le choix le plus varié et le plus considérable de livres de prix jamais offert par aucune maison au Canada.

Messieurs les Membres du Clergé, les Directeurs et Directrices de Maisons d'Education, les Commissaires d'Ecoles sont invités à visiter notre étalage.

Ceux de nos clients qui ne pourraient se rendre à notre magasin voudront bien nous écrire. Ils sont assurés de la même attention et du même soin que s'ils venaient en personne. Catalogue et Conditions sur demande.

Voyez notre exposition de beaux livres à présenter comme prix spéciaux

Les personnes qui désirent présenter un Prix Spécial, à un Collège ou un Couvent, ont ici l'embaras du choix. Nous nous chargeons de livrer à l'adresse voulue et d'expédier même à l'étranger les volumes commandés.

GRANGER FRERES

Libraires, Papetiers, Importateurs
43, Notre-Dame Ouest, 43, Montréal



Salons privés pour l'ajustement des yeux artificiels, aussi pour la correction des yeux par les verres appropriés.

POURQUOI vos lorgnons ou lunettes tiennent-ils si mal sur votre nez? Pourquoi vous fatiguent-ils au lieu de vous reposer?

C'est parce que vous les avez pris chez un vendeur quelconque, qui s'est contenté de vous donner une monture quelconque. A l'avenir, adressez-vous donc à un opticien compétent, qui choisira et ajuste à la forme de votre nez et de vos yeux la monture qu'il vous faut.

CONSULTATIONS: A l'Hôtel-Dieu par Rod. Carrière, de 9.30 à 11 heures, excepté les mercredis et samedis, Aux Salons d'Optique par Rod. Carrière, de 1 hre p. m. à 5 hrs p. m., par H. Sénécal, Em. Carrière, Ad. Sénécal, Ad. Valois, de 9 hrs a. m. à 6 hrs p. m.

Nous prions nos lecteurs et nos clients de se défier d'un certain nombre de charlatans et colporteurs de lunettes qui passent dans les villes et les campagnes qui exploitent la crédulité publique, qui savent tout, alors qu'ils sont ignorants et qu'ils se font passer comme représentants de notre maison. N. B. Nous n'avons pas de représentants. Notre atelier est sur les lieux. QUALITE, SERVICE, COURTOISIE.

Un conseil de Pie X à méditer

«C'est un fait qu'aujourd'hui le peuple chrétien est trompé, empoisonné, perdu par les journaux im-

pies. En vain vous bâtiriez des églises, vous prêcheriez des missions, vous fonderiez des écoles, toutes vos bonnes oeuvres, tous vos efforts seraient détruits si vous ne saviez manier en même temps l'arme défensive et offensive de la presse catholique, loyale, sincère.»—S. S. PIE X.

NOTE IMPORTANTE

Pour cesser de recevoir la Croix, il faut renoncer formellement à son abonnement. Il ne suffit pas de refuser un numéro qui arrive par la poste ou qui souvent n'arrive pas. Il faut donner avis à l'administration de la Croix, verbalement ou par écrit.

Ce qu'il ne faut pas oublier

«Ceux qui écrivent et répandent des journaux et publications, qu'aime l'esprit catholique, méritent bien de la religion et de l'Eglise.» LEON XIII.

— 0 —
Votre contribution à la "CROIX" est-elle payée?

SUR LA

Question de la Guerre

comme sur toutes les autres questions

La "Croix" s'inspire

A ROME

Et se documente aux

Meilleures sources d'information.

L'IDÉAL CATHOLIQUE

Grande revue illustrée
paraissant le 15 de chaque mois

Très attrayante et très instructive

Littérature irréprochable

ABONNEMENT: 1 an, \$3.00

ADRESSE:

L'IDÉAL CATHOLIQUE

45 rue Saint-Gabriel, Montréal.

Haute Qualité

Bas Prix

LES FOURRURES

SONT MAINTENANT
UNE NÉCESSITÉ

Nos manteaux, pèlerines, tuniques, mantes et parures de printemps possèdent le charme d'une particulière distinction.

L'élégance des fourrures Desjardins est plus caractérisée et plus prenante que jamais dans nos nouveaux modèles avant-coureurs des modes d'hiver.

Nos prix sont plus bas que vous n'osiez l'espérer. Cela est dû à la prévoyance qui nous a fait emmagasiner, longtemps à l'avance, un stock considérable de peaux dont nous pouvons aujourd'hui disposer au grand bénéfice de notre clientèle.

Chas Desjardins & Cie

Limitée

130 RUE SAINT-DENIS

L'Évangile

Le 11e Dimanche après Pâques

Évangile selon S. Jean

En ce temps-là, Jésus dit aux pharisiens: Je suis le bon Pasteur. Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis. Mais le mercenaire, et celui qui n'est point pasteur, à qui les brebis n'appartiennent pas, ne voit pas plus tôt venir le loup qu'il abandonne les brebis et s'enfuit; et le loup les ravit et disperse le troupeau. Or le mercenaire s'enfuit parce qu'il est mercenaire, et qu'il ne se met point en peine des brebis. Pour moi, je suis le bon Pasteur; je connais mes brebis, et mes brebis me connaissent, comme mon Père me connaît, et comme je connais mon Père; et je donne ma vie pour mes brebis. J'ai encore d'autres brebis qui ne sont pas de cette bergerie. Il faut que je les amène aussi; elles écouteront ma voix, et il n'y aura qu'un troupeau et qu'un Pasteur.

Calendrier de la quinzaine

- Dimanche, 30 avril.— II ap. Pâques, Ste Catherine de Sienne.
- Lundi, 1er mai.— SS. Philippe et Jacques, ap.
- Mardi, 2.— S. Athanase, é., d.
- Mercredi, 3.— Solennité de S. Joseph.
- Jeudi, 4.— Invention de la Ste Croix.
- Vendredi, 5.— S. Pie V, p.
- Samedi, 6.— S. Jean devant la Porte Latine.
- Dimanche, 7.— III.— ap. Pâques. Patronage de S. Joseph.
- Lundi, 8.— Apparition de S. Michel, arch.
- Mardi, 9.— S. Grégoire de Nazianze, é., d.
- Mercredi, 10.— S. Antonin, é.
- Jeudi, 11.— S. François de Hiéronimo, c.
- Vendredi, 12.— SS. Nérée et Comp., mm.
- Samedi, 13.— S. Anselme, é., d.

Le besoin de la communion chez les jeunes

Lorsque les passions éclatent dans l'adolescent, il lui faut une énergie surhumaine pour n'en être pas dévoré. Or, cette énergie, il ne la trouve nulle part plus abondante que dans l'Eucharistie. C'est ce que l'expérience a démontré à tous les directeurs de l'enfance. On peut dire hardiment que presque tous les enfants et jeunes gens qui ne communient pas sont la proie assurée du vice, tandis que ceux qui communient fréquemment et avec de sérieuses dispositions (état de grâce et intention droite) restent purs comme des anges ou le redevennent en peu de temps.

STEPHANE COUBE

Un signe de l'affaiblissement de la raison dans notre siècle, c'est la dégradation des lecteurs. L'homme ne peut lire que ce qu'il goûte, et ce qu'il goûte est la mesure de sa raison. — Lacordaire

Vivez où vous êtes, plaisez-vous à ce que vous faites, soumettez-vous d'avance à ce que Dieu voudra: c'est le secret du bonheur. S'il y manque quelque chose, souvenez-vous que vous êtes dans le lieu d'épreuve et attendez l'éternité. — Louis Veuillot

Le renflouement du communisme

Le commerce, on le sait, a ses mystiques, le mercantilisme a ses incurables idéalistes; la Conférence de Gènes est-elle autre chose qu'une conséquence de la foi en la vertu transcendante des achats et des ventes?

En s'attelant à l'immense tâche de restaurer la prospérité russe, on se défend, en général, de vouloir étayer l'autorité pourrie des soviets et redorer le blason du communisme en faillite. Au contraire, devant l'offensive savante des commis-voyageurs, on pronostique avec assurance la retraite inévitable de la IIIe Internationale et, sous l'influence bienfaisante des cotonnades anglaises et des locomotives scandinaves, la métamorphose du régime léniniste en une démocratie bourgeoise.

Les grands leaders bolcheviks ne sont pas précisément de cet avis!

«Il y eut un temps, déclara Zinovief à la conférence communiste qui a soufflé ses motions au dernier congrès des soviets, il y eut un temps où pas un ouvrier en Europe n'aurait cru la famine possible sous le régime bolchevik. Ces illusions sont détruites. De notre débâcle, la bourgeoisie mondiale et l'Internationale d'Amsterdam tirent contre les soviets leur argumentation la plus sérieuse. C'est pourquoi la victoire, remportée sur le front économique, sera également une victoire de la révolution prolétarienne; la révolution sera rapprochée de 50 0/0.»

Kamenef, à la même conférence, est tout aussi lapidaire:

«Rien ne peut nuire davantage à la marche de la révolution mondiale que la continuation de notre détresse. Rien ne peut mieux en accélérer les progrès que la restauration de notre industrie.»

Et Lénine, avec sa brusquerie ordinaire, appuie les points des i, à la grande confusion d'un parti perdu par ses bavardages:

«Vous votez de magnifiques résolutions sur l'avenir du prolétariat. Or, qu'est-ce, le prolétariat? C'est la classe sociale qui dessert la grande industrie. Commencez donc par restaurer l'industrie.. Tout est là.»

En effet, d'après les statistiques officielles rouges, la production de la fonte en 1921 est descendue à 2.900 0/0 du chiffre d'avant-guerre; le rendement des usines mécaniques à 4.80 0/0; celui des fabriques textiles à 6 1/2 0/0; et tout est à l'avenant. Péetrograd, qui nourrissait près d'un demi-million d'ouvriers, n'en compte plus que 25,000. Le prolétariat russe, tout bonnement, est mort des suites de l'opération césarienne pratiquée sur la Russie par les chirurgiens marxistes. Et, pour restaurer cette élite révolutionnaire et fournir une assiette économique à sa dictature, on prêche aujourd'hui le baiser Lamourette du capitalisme et du communisme. Les intérêts de la bourgeoisie se confondraient-ils avec ceux de la IIIe Internationale? Aurions-nous enfin, à l'occasion du bolchevisme, une preuve de l'identité des contraires?

LA PUBLICITE ROUGE

Une propagande infiniment habile s'exerce toujours davantage pour camoufler les hideurs soviétiques sous une façade trompeuse: l'œil à l'usage des hommes d'affaires. Cette propagande a déjà enregistré une victime: la Norvège, où les exportateurs pleurent amèrement leurs illusions coûteuses; et, sous peu, malgré ce pitoyable

exemple, elle risque d'en trouver encore une nouvelle: la Suède. Ainsi, à la veille de rencontrer des courtiers de l'envergne de Litvinoff et de Krassine, est-il indispensable de se cuirasser contre la capacité de mensonge des décrets bolcheviks et la puissance d'hypnose que sait dégager au besoin la barbarie socialiste. Pour attirer des milliards vers le gouffre russe, nous entendons l'orchestre soviétique moduler des avances, et les premiers violons du Kremlin roucouler des trémolos sur le thème de la conciliation. On nous exhibera des ordonnances qui auront peut-être les apparences de concessions véritables; on nous gorgera de phrases ronflantes et de promesses dilatoires; on ressuscitera les procédés de Potemkine pour nous montrer une Russie en carton-pâte et en toile peinte. Tout ce remue-ménage, toute cette publicité, ne l'oublions jamais, sont en éternelle fonction des intérêts du communisme. Seulement, les grands prêtres de la révolution n'hésitent pas, lorsqu'il le faut, à traiter Karl Marx d'après les méthodes casuistiques des talmudistes les plus tortueux. Pour sauver un enfant de la mort, racontent les frères Tharaud, des rabbins lui donnent un autre nom ou bien le vendent aux chrétiens, quitte à l'accueillir de nouveau, après sa guérison, dans la communauté de fidèles. Les bolcheviks ne procèdent pas autrement envers le communisme malade. Pour profiter de la médecine bourgeoise, ils feront étalage d'une conversion fictive, et jamais ils ne serviront mieux leur divinité qu'en la désavouant.

LE NEPO ET LA TCHÉ-KA

Veut-on un exemple?

À Gènes, les ambassadeurs soviétiques ne faillirent pas au devoir de nous rabâcher les oreilles par des assurances que la Tché-ka n'est plus de ce monde. En réalité, encore du talmudisme, encore un pur et simple changement de nom. Attachée, sous une étiquette vierge, au commissariat de l'intérieur que dirige le bureau par excellence, le chef suprême de la Tché-ka, le camarade Djerdjinski, l'Okrana soviétique est plus puissante et mieux outillée que jamais. Sans crainte de démenti, il est permis d'affirmer que le vrai autocrate de la Russie est ce maniaque sanguinaire, implacable dans la poursuite de son œuvre d'extermination. Djerdjinski n'a pas seulement la puissance matérielle: quelque cent mille argousins sous ses ordres, les fameux détachements de la Tché-ka et de la Vochkra. Il possède des moyens d'action encore plus redoutables: une collection de fiches sur tous les leaders bolcheviks sans en excepter Trotsky, Zinovief et Lénine lui-même; sous la menace de révélations scandaleuses. Djerdjinski tient entre ses mains l'honneur de tous les progrès révolutionnaires. Avec un homme de cette taille, la Tché-ka est toujours debout: le Nepo de Lénine laisse intacte l'assise première de la dictature rouge.

Le Nepo! C'est sous cette abréviation falote que l'on désigne communément en Russie la «nouvelle politique économique» des soviets: la création d'une Banque d'Etat, l'organisation des bourses coopératives, la cession à bail des entreprises industrielles, bref toutes les atténuations de surface apportées par les derniers décrets aux rigueurs du communisme intégral. Ici, comme à l'occasion de la Tché-ka, sachons nous défendre contre une terminologie véreuse. Dans le retour à certaines formes de l'ancien outillage financier, où trop de naïfs saluent une métamorphose du féminisme, les dirigeants de Moscou voient surtout

un moyen de rester les maîtres économiques de la Russie, tout en aguçant les appétits des «vampires étrangers». Une fois de plus, prêtons l'oreille à Kameneff: «Il faut pouvoir contrôler le marché et, si les banques, les bourses, etc., étaient créées par d'autres que le gouvernement prolétarien, ce serait le suicide du régime communiste. Il s'agit de tenir les capitalistes sous le feu de l'artillerie, et pour cela il est indispensable de disposer de tous les appareils de la technique financière et commerciale.» Bref, contre le capitalisme, le communisme s'arme d'engins de guerre capitalistes.

Ces engins, pour continuer une métaphore reprise par toute la presse de Péetrograd et de Moscou, le parti communiste les dresse sur quatre hauteurs dominantes, le «quadruple fondement du Nepo, dit la Pravda, la «clef de toutes les positions économiques». Comme par le passé, l'Etat bolchevik conservera le monopole du commerce extérieur et restera le seul propriétaire des transports, de la terre et de la grande industrie. Toutes les offensives bourgeoises devront se briser contre ces quatre privilèges imprescriptibles. Les concessionnaires n'auront que les miettes de la table communiste, sous forme de petites entreprises que l'Etat laissera exploiter. Sur ce point le gouvernement des soviets est formel.

Le Nepo n'est qu'un piège.

LA SUPREME DUPERIE

Et, tant que le communisme n'aura pas capitulé sans restrictions mentales, c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas rétabli dans toute son étendue la propriété privée, aussi bien sur la terre que sur l'outillage industriel, les avances et les incantations de ses diplomates n'envelopperont qu'un grossier traquenard.

«Nous appliquons, dit Boukharine, des méthodes inhérentes au capitalisme dans l'absence des éléments de la propriété capitaliste.» Cette formule alambiquée traduit avec une exactitude photographique l'incertitude et l'anomalie des relations économiques entre des Etats bourgeois et un Etat communiste. A titre d'illustration, il suffira de noter qu'il n'y a pas longtemps le commissariat pour le commerce extérieur a écoulé aux Norvégiens un stock de lin réquisitionné en Sibérie à une compagnie norvégienne. Quoi de plus «capitaliste» qu'une vente? Quoi de plus communiste qu'une réquisition? C'est ainsi, comme toute, qu'au pays des soviets l'on entendra la collaboration du capitalisme et du communisme: l'enrichissement de la révolution avec le concours— et aux dépens— des contre-révolutionnaires.

L'Angleterre demande à la France le remboursement de ses avances

L'Angleterre demande à la France le paiement des intérêts de la dette contractée vis-à-vis d'elle pendant la guerre.

Voici, d'après une personnalité très renseignée, comment il faut envisager la question:

En avril 1916, les gouvernements britannique et français avaient conclu une convention financière, aux termes de laquelle la France se trouvait exemptée, pendant une période de trois ans, de tous paiements en intérêts et capital, se rapportant aux sommes qu'elle a empruntées pendant la guerre à la Trésorerie britannique.

Cette convention a été renouvelée en 1919. Elle est à la veille d'expirer.

Une communication du gouvernement britannique, remise ces jours derniers par lord Curzon, secrétaire d'Etat au Foreign Office, M. de Saint-Aulaire donne à entendre au gouvernement français que le Trésor britannique n'a pas l'intention de renouveler l'accord de 1919.

Des explications données à cette occasion, il paraît ressortir que le gouvernement anglais compte demander à la France le versement des intérêts afférents aux sommes empruntées pendant la guerre, étant donné qu'il est obligé d'assurer lui-même le versement de ces intérêts. La question des dettes interalliées est donc ainsi remise sur le tapis par l'Angleterre, après l'Amérique.

Ce problème ne manquera pas de soulever un débat particulièrement difficile.

Il convient de rappeler qu'aux conférences de Hythe (mai 1920), il avait été convenu que la France rembourserait à la Grande-Bretagne, en trente ans, sans intérêts, les sommes empruntées pendant la guerre, stipulations qui, en fait, réduisaient des deux tiers le montant dont elle lui était redevable et qui est évalué à 500 millions de livres sterling environ, soit, au cours actuel, quelque 25 milliards de francs.

Le gouvernement français va avoir à en délibérer avant de répondre à cette note. Il est probable qu'il répondra que la question se rapporte à toutes les dettes interalliées pour lesquelles il faut un règlement d'ensemble et qu'un règlement de détail risquerait de préjuger.

L'instruction agricole dans la province de Québec

Sur les dix millions de dollars votés par le gouvernement fédéral aux termes de la loi de l'instruction agricole et qui doivent être répartis proportionnellement en dix années, entre les différentes provinces, la part que la province de Québec a reçue, au cours des neuf années qui se sont terminées le 31 mars aura été de \$2,160,983. Presque toutes les branches de l'enseignement agricole ont bénéficié de cette assistance et ont pu, grâce à elle, accroître leurs activités. Le rapport de la loi couvrant l'année 1920-21, et qui vient d'être publié, nous apprend de quelle façon, ces fonds ont été distribués. On note, entre autres choses, qu'au cours de l'année en question \$25,900 ont été consacrés aux institutions enseignantes: (collège Macdonald, école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et Institut Agricole d'Okka); \$31,000 aux travaux d'entomologie et d'horticulture; \$69,000 aux agronomes de district dont le nombre a été porté de 35 à 48 au cours de l'année, et \$20,000 à l'avancement de l'agriculture et de l'économie ménagère dans les écoles et les académies, et à la formation d'instituteurs. L'industrie avicole a reçu \$18,000 pour aider, à son développement, l'industrie de l'élevage \$9,000, les travaux de sélection et de démonstration \$9,000 et les cours abrégés et les conférences, \$9,113.76. D'autres industries ont participé à cette assistance, ce sont la culture des fruits, l'apiculture, la fabrication du sucre et du sirop d'érable et le drainage. Le rapport fournit des

détails sur les travaux accomplis sous chacun de ces entêtes. Il nous fait remarquer également qu'entre le 1er janvier et le 1er avril, il s'est tenu 926 cours agricoles abrégés dans 55 localités et 1,863 cours abrégés en économie ménagère et en agriculture dans 102 localités.

Donc, le gouvernement fédéral depuis dix ans a défrayé une grande partie de l'instruction agricole dans notre province.

Ce n'est pas ce que disait M. J.-Ed. Caron, ministre de l'agriculture dans le ministère Tasche-reau!

M. le Curé Hermas Langevin

Dans la nuit du 6 au 7 mars, à l'hôpital des Soeurs de la Providence à Lachine, dans la soixantième année de son âge et la trentet-quatrième de son sacerdoce, après de longs mois de souffrance, est décédé l'ancien curé d'Hochelaga, M. l'abbé Hermas Langevin, le propre frère de Mgr Langevin, archevêque de Saint-Boniface, et aussi le neveu par sa mère de feu Mgr Racicot.

Le souvenir chez les microbes

Il ne manquait plus guère que cela aux microbes pour ressembler aux pauvres hommes: le souvenir. Et voici que le célèbre physiologiste Charles Richet nous apprend qu'ils se souviennent, comme des Auvergnats, du soulier qu'on a mis dans leur soupe, leur bouillon de culture.

Dans l'espèce, le soulier est un poison: les arsénates, les sels de cuivre ou de calcium. Les microbes (ferments lactiques) étudiés par MM. Richet et Cardote s'accoutument rapidement— en 24 heures— à ces poisons. Mais remis en bouillon normal, ils restent accoutumés pendant un mois à l'un de ces poisons ou aux trois à la fois; ils restent insensibles à une nouvelle dose; ils se souviennent.

Et M. Charles Richet conclut: comme tous les microbes séjournent en des milieux différents, chacun d'eux prend l'empreinte des milieux traversés. Aucun microbe ne ressemble à un autre microbe. Encore un alibi qui disparaît...

La glace sur le lac Témiscamingue, est encore solide. C'est un indice que nous aurons encore quelques jours de froid dans la région de Montréal. Les semences seront retardées d'autant.

L'oeuvre du bon journal recommandée par Pie X et Benoît XV

Notre Saint Père le Pape Benoît XV écrivait, le 6 mai 1916. Le peuple chrétien, toujours royalement large pour toutes les initiatives qui intéressent le salut des Ames, ne fera pas attendre sa généreuse contribution à l'oeuvre de la bonne presse, dès qu'il aura été éclairé sur la souveraine nécessité de cette oeuvre et qu'il aura appris à la regarder comme la noble protectrice de ses intérêts.»

«Mettez les oeuvres de presse de côté, disait le saint et clairvoyant Pie X, c'est se condamner à n'avoir aucune action sur le peuple et ne rien comprendre au caractère de son temps.»